



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## L'ITALIE EN SUSPENS

Marc Lazar

(Professeur des universités à Sciences Po rattaché au CERI)

En cet été 2011, l'Italie connaît une phase de grande incertitude politique qui a des répercussions au-delà de ses frontières puisqu'elle contribue à l'affaiblir sur les marchés financiers et donc à mettre en effervescence le reste de la zone euro.

Le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, continue de boire le calice jusqu'à la lie. Lui qui, en 2008, avait facilement gagné les élections, bénéficiait d'une majorité parlementaire absolue et pouvait profiter d'une opposition laminée, a vite déchanté. La crise financière a considérablement aggravé les mauvaises performances économiques dont pâtit la péninsule depuis plus d'une décennie. Les révélations sur sa vie privée à partir de 2009 l'ont décontenancé et distendu le lien fort qui s'était noué entre lui, l'Eglise et les catholiques pratiquants réguliers. Le conflit avec son ancien allié, l'actuel président de la chambre des députés Gianfranco Fini, qui a quitté le parti qu'ils avaient tous deux fondé en 2010, l'a

atteint. La popularité du *Cavaliere* est en chute libre, comme en attestent les sondages et les défaites électorales subies aux élections de ce printemps, notamment la perte emblématique de « sa » ville de Milan, et son échec aux référendums qui ont abrogé des lois soutenues par son gouvernement et pour lesquels il avait recommandé aux Italiens de s'abstenir. Dans son propre parti, des voix légèrement discordantes se font désormais entendre et il est de notoriété publique que Silvio Berlusconi est en conflit avec son ministre de l'Economie et des Finances, Giulio Tremonti, un homme qui jouit d'une grande notoriété dans les milieux économiques en Italie et dans le monde et dont il ne peut se débarrasser pour le moment. Son allié, la Ligue du Nord, qui a elle aussi enregistré de mauvais résultats électoraux, élève le ton et lui envoie des avertissements clairs, en votant, par exemple, en faveur de la levée de l'immunité parlementaire d'Alfonso Papa, homme du parti du chef du gouvernement accusé de corruption, alors même que le président du Conseil s'était opposé à cette demande, ou en contestant certaines des mesures d'austérité supposées pénaliser une partie de son électorat populaire.

La majorité, qui a à sa tête deux chefs vieillissants à l'autorité vacillante, donne l'impression de naviguer à vue. En outre, elle se divise continûment sur les sujets économiques : en quelques semaines, le gouvernement a présenté pas moins de cinq plans anti-crise, souvent contradictoires entre eux, ce qui a contribué à amoindrir encore sa crédibilité déjà très faible, en Italie et dans l'Union européenne, auprès des marchés comme du côté des agences de notation. La question de la succession de Silvio Berlusconi se pose d'autant plus explicitement, que celui-ci a annoncé ne pas vouloir se représenter à la fin de la législature en 2013. En attendant, il est toujours aux commandes mais a désormais le plus grand mal à indiquer un cap, si ce n'est celui de préserver ses propres intérêts et d'échapper aux diverses enquêtes judiciaires qui le concernent et le menacent. Et ce, alors que la conjoncture économique et financière est très mauvaise. Son parti, le Peuple de la liberté, (PDL) dirigé par Angelino Alfano, nommé en urgence par Berlusconi qui en a fait son dauphin, s'efforce de s'organiser afin d'exister de manière autonome par rapport à son créateur. Le deuxième chef vieillissant, Umberto Bossi, ne tient plus d'une main de fer sa Ligue du Nord désormais divisée sur ses choix stratégiques entre la partie de ses membres tentés de faire très vite tomber le gouvernement de peur de perdre encore davantage de voix et ceux qui entendent d'abord obtenir ce qu'ils réclament depuis trois ans qu'ils sont entrés au gouvernement, c'est-à-dire toutes les dispositions administratives du fédéralisme fiscal.

Pour le moment, la majorité parlementaire reste en place, même si la mauvaise humeur de certains de ses représentants s'exprime par des votes hostiles à certains projets de lois au parlement et à travers de grandes manœuvres pour préparer l'après-Berlusconi. Mais la majorité s'avère incapable de proposer des réformes importantes que, pourtant, la situation très préoccupante du pays exigerait, notamment pour relancer la croissance. Surtout, le charme berlusconien, déjà fortement écorné, se dissipe de plus en plus. L'hégémonie des valeurs que le président du Conseil avait instaurées se lézarde sans d'ailleurs que d'autres s'imposent ; ses soutiens au sein de la société se désagrègent, les déçus du berlusconisme sont, par exemple, de plus en plus nombreux parmi les chefs d'entreprise et les *managers*. Les différents collectifs budgétaires adoptés durant l'été, qui devraient engendrer plus de 54 milliards d'euros d'économie, entraînent des hausses d'impôts et l'allongement de la durée du travail avant le départ à la retraite, suscitent une immense inquiétude et des protestations. L'heure est à l'austérité, à la rigueur et l'opinion est à cran surtout quand elle découvre que la classe politique s'est largement exemptée de sacrifices, ce qui ne fait qu'alimenter la défiance envers elle.

L'opposition ne profite pas mécaniquement du malaise de la majorité et de l'impopularité du *Cavaliere*. Le Parti démocrate (PD) connaît certes une conjoncture plus favorable, puisqu'il progresse électoralement et dans les intentions de vote, sans afficher pour autant un excellent bulletin de santé. En effet, le vainqueur de l'élection municipale de Milan, Giuliano Pisapia, n'était pas le candidat choisi par l'état-major du parti pour les primaires mais un *outsider* ; à Naples, le nouveau premier magistrat, Luigi De Magistris, est membre de l'Italie des valeurs, parti de l'ex-juge Di Pietro. Le Parti démocrate n'a pas non plus été à l'instigation des référendums abrogatifs de juin. Dans un souci de responsabilité nationale demandé par le président de la République Giorgio Napolitano, qui est monté en première ligne sur les thèmes économiques et a contribué à orienter la politique du gouvernement, la formation de centre-gauche n'a pas recouru aux habituelles procédures parlementaires pour ralentir l'adoption en juillet d'une première série de mesures drastiques d'économies, tout en dénonçant leur contenu, notamment les fortes inégalités sociales qu'elles créent, et en votant contre. Bien qu'il réclame la démission du gouvernement et la tenue d'élections anticipées, le PD reste divisé sur ses alliances et n'a toujours pas adopté de projet mobilisateur et convaincant. Pierluigi Bersani a, partiellement, imposé son autorité, même si Walter Veltroni, leader du parti de 2007 à 2009, n'a pas renoncé à revenir au premier plan, une perspective qui ne suscite pas pour autant l'enthousiasme. La formation est confrontée

à la progression de l'Italie des valeurs, parti de l'ancien juge Di Pietro, qui cherche à occuper le plus grand espace possible en se présentant parfois comme une formation intransigeante envers le gouvernement ou à l'inverse comme un interlocuteur responsable. La gauche radicale tente elle de se réorganiser autour du gouverneur de la région des Pouilles, Nicchi Vendola. Parvenir à offrir un débouché politique à la formidable dynamique d'une partie des forces vives du pays – surtout des jeunes et des femmes, dotés d'un niveau d'instruction élevé, qui utilisent les réseaux sociaux et les grandes manifestations de rue pour organiser des mobilisations citoyennes – constitue l'un des enjeux prioritaires des trois grandes forces de l'opposition. D'autant que certaines des composantes de cette galaxie se sont d'ores et déjà lancées en politique en formant des listes civiques qui obtiennent parfois des résultats substantiels.

Enfin, le troisième pôle de l'échiquier politique, celui des centristes, qui rassemble plusieurs chefs politiques – Pierferdinando Casini, Gianfranco Fini, Francesco Rutelli et le président de Ferrari, Luca Cordero di Montezemolo –, s'évertue à peser dans les recompositions politiques en cours qui ne manqueront pas de se multiplier dans les mois à venir.

Ces jeux politiques incertains contrastent avec une société italienne de plus en plus préoccupée, non seulement par sa situation matérielle qui se dégrade rapidement mais aussi par sa communauté de destin. Elle est parcourue de mouvements contradictoires, certains poussant plus que jamais à la division et à la fragmentation, d'autres, au contraire, cherchant à réinventer de nouvelles formes de solidarité et à revitaliser la démocratie. Ce n'est sans doute pas un hasard que le président de la République s'impose comme la figure de la modération, du sérieux, du rassemblement et d'une italianité ouverte à l'Europe et au monde et jouit d'une popularité exceptionnelle. Alors que l'Italie célèbre, avec un certain engouement, le 150<sup>e</sup> anniversaire de son unité se pose plus que jamais la question de la reconstitution des fondements de son vivre-ensemble.